



Archives et Droits de l'Homme

Octobre et novembre 2015 – Principes relatifs à l'accès aux archives

Cet article est le dernier d'une série de brèves discussions sur les dix principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

Principe 10. Les archivistes participent au processus de prise de décision concernant l'accès aux archives.

Les archivistes aident leurs institutions à mettre en place des politiques et procédures d'accès, et à étudier les archives pour pouvoir les communiquer dans le cadre de lois, lignes directrices et bonnes pratiques existantes sur l'accès. Les archivistes travaillent avec des juristes et autres partenaires pour décider du cadre général et de l'interprétation des clauses de non-communicabilité qu'ils appliqueront ensuite. Les archivistes connaissent les archives, les clauses de non-communicabilité ainsi que les besoins et exigences des parties prenantes ; ils savent également quelles informations relèvent déjà du domaine public sur le sujet auquel les documents se rapportent ; les archivistes utilisent ces connaissances pour prendre des décisions relatives à la communication. Les archivistes aident l'institution à prendre des décisions éclairées, et à obtenir des résultats cohérents et raisonnables.

Les archivistes contrôlent l'application des clauses de non-communicabilité, l'examen des archives pour voir si elles sont communicables, et la suppression des clauses de non-communicabilité qui ne sont plus applicables.

Entre 1946 et 1948, le Service américain de santé publique, plusieurs ministères du gouvernement du Guatemala et le Bureau sanitaire panaméricain (qui est devenu l'Organisation panaméricaine de la santé) ont collaboré à une étude sur les maladies sexuellement transmissibles. L'expérience, menée au Guatemala principalement par un médecin du Service de santé américain avec le concours d'un représentant du Guatemala, tentait d'infecter les soldats et les prisonniers avec la syphilis et la gonorrhée, à la fois directement et en permettant aux prostituées infectées d'avoir des relations sexuelles avec eux. De plus, les détenus de l'unique asile psychiatrique du Guatemala ont été impliqués

dans les tests infectieux. Lorsque le responsable des recherches a quitté le gouvernement, il a pris les dossiers de l'expérience (contenant les documents papier et les photographies) avec lui, comme si c'était sa propriété personnelle, au lieu de les laisser dans le Service qui aurait fini par les remettre aux Archives nationales américaines. En 1990, le chercheur a fait don de ses archives à une université quasi-privée de l'État américain de Pennsylvanie, mais il en a contrôlé l'accès jusqu'à sa mort. Ensuite, c'est le doyen de la Graduate School de santé publique de l'université qui en contrôlait l'accès. Quand un professeur d'histoire a demandé à utiliser les archives, le doyen a autorisé un accès complet, apparemment sans examiner les dossiers. Par conséquent, le chercheur a vu tous les rapports, les noms et les photographies des personnes qui ont été les sujets de l'expérience, dont certains sont encore en vie, ce qui est une invasion importante de leur vie privée. A chaque étape de l'histoire de ces archives, les archivistes ont été exclus de la participation aux décisions de communicabilité, qui ont d'abord été faites par le responsable des recherches, puis par un responsable de l'université et finalement laissés à la discrétion du professeur d'histoire.

Le point central du Principe 10 souligne le rôle des archives dans le processus de communicabilité: participation à la rédaction des lignes directrices, coopération dans les décisions initiales, examen des archives et suppression des clauses de non-communicabilité si nécessaire. Comme la conservation des archives, l'accès aux archives est un programme à gérer, non un problème à résoudre.

Commentaire.

Si vous prenez la route de Laura (un village nommé par les marins américains d'après la star de cinéma de la Seconde Guerre mondiale Lauren Bacall, mais mal orthographié) autour de l'atoll de Majuro, la capitale de la République des Îles Marshall, à votre droite vous entendez le clapotis de l'océan Pacifique sur les rochers et sur votre gauche se trouve la lagune, sur laquelle se trouve une demi-douzaine de bateaux de pêche japonais attendant de charger les captures d'albacore prisé, de barracudas et d'espadon. La route reçoit un peu d'ombre des palmiers et pandanus, mais l'étendue de terre est si étroite que vous pouvez généralement voir à la fois l'océan et la lagune en tournant simplement la tête. Bien que tout cela ressemble à un paradis de carte postale, c'est un Eden sous la menace du réchauffement climatique: l'élévation du niveau de la mer et les accès de tempêtes pourraient fusionner le lagon et l'océan, peu importe les murs qui sont construits le long de la mer.

Les petites nations insulaires sont vulnérables. Les Îles Marshall sont en moyenne 2 mètres (6 ½ pieds) au-dessus du niveau de la mer et sont déjà soumises à une violente érosion. Une élévation du niveau de la mer de même un demi-mètre mettrait les petites nations insulaires comme Tuvalu, les îles Marshall, Kiribati et les Maldives "en danger existentiel", selon le Climate Institute <http://www.climate.org/publications/Climate%20Alerts/Autumn2009/HighStakesforSmallIslands.html>. Le président de Kiribati vient d'acheter huit miles carrés de terres dans les îles Fidji afin de déménager sa population si nécessaire <http://thinkprogress.org/climate/2014/07/01/3455135/island-bought-land-to-escape-climate-change/>. Sur ces îles aujourd'hui, il n'y a pas de lieu sûr pour les archives.

Et pourtant, les gens qui vivent sur ces îles menacées créent et doivent conserver les documents de leurs gouvernements et, plus largement, de leur patrimoine documentaire. L'UNESCO a récemment adopté des lignes directrices sur la préservation du patrimoine documentaire (voir ci-dessous) et la conférence sur le climat à Paris a garanti les promesses de 196 pays de prendre des mesures pour réduire le réchauffement climatique. Mais personne ne peut prédire quel sera le succès de l'accord de Paris, et il est prudent de supposer que dans un proche avenir, nous verrons la poursuite du réchauffement mondial, avec une intensification des tempêtes, des inondations côtières et d'érosion côtière.

Le problème de la sécurité des archives dans les Etats menacés par le changement climatique ne peut être résolu par les seuls pays touchés. L'UNESCO pense aux archives à risque, et un effort devrait être spécialement apporté aux archives qui sont menacées par le changement climatique. Pour les pays de faible altitude, la seule protection évidente pour leurs archives est de placer une copie de sécurité numérique de leurs documents les plus importants dans un autre lieu géographique. Dans les conversations en novembre avec l'UNESCO et le Conseil international des archives, nous avons discuté de la possibilité de convoquer une réunion conjointe des archivistes nationaux des nations en danger liés au changement climatique à l'échelle nationale, avec un accent particulier sur les nations insulaires, et les institutions prêtes à recevoir ces institutions, dans le but d'élaborer des stratégies de conservation. Nous devons aller de l'avant-ensemble. Nous devons aller de l'avant, maintenant. La mer n'attend pas.

Nouvelles internationales.

Union européenne / Interpol. Les ministres de Justice et Affaires intérieures de l'Union européenne (UE) ont décidé que tous les points de contrôle des frontières extérieures à l'UE seront "connectés aux bases de données mondiales d'INTERPOL" qui contiennent "des détails de quelque 6000 personnes, dont plus de 50 pour cent des données proviennent de sources hors UE" et "les détails de près de 54 millions de documents provenant de 170 pays, y compris des informations sur 250'000 passeports déclarés perdus ou volés et parmi eux des documents bancaires de la Syrie et l'Irak", a rapporté *Eurasia Review*. Les ministres ont également appelé "tous les Etats de l'UE à mener à bien l'enregistrement systématique, incluant les empreintes digitales, des ressortissants de pays tiers qui entrent illégalement dans l'espace Schengen." Le Secrétaire Général d'INTERPOL a déclaré: "Chaque enregistrement supplémentaire mis à disposition à travers les frontières construit une nouvelle chance pour l'Europe, mais chaque élément d'information qui reste inexploité crée un nouveau risque".

http://www.eurasiareview.com/23112015-eu-ministers-want-access-to-interpols-databases-at-border-points/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Cour pénale internationale. La Cour pénale internationale a publié son "Rapport préliminaire sur l'examen des activités" de 2015, avec des rapports sur dix «situations» et les discussions des sources disponibles à la Cour. <https://www.icc-cpi.int/iccdocs/otp/OTP-PE-rep-2015-Eng.pdf>

Tribunal pénal international pour le Rwanda. Les fonctionnaires du Tribunal pénal international pour le Rwanda et les "leaders judiciaires" du Rwanda se sont rencontrés et ont discuté des questions liées à la fermeture du Tribunal le 31 décembre. *The New Times* a rapporté, "Le Rwanda ne va pas relâcher sa pression pour accueillir les archives du génocide du Tribunal

pénal international pour le Rwanda (TPIR), même si le tribunal se ferme". Les archives sont sous la garde du Mécanisme résiduel du Tribunal à Arusha, en Tanzanie, où se trouvait le TPIR, et sont la propriété de l'Organisation des Nations Unies.

<http://allafrica.com/stories/201511170537.html>

UNESCO. Lors de la session de novembre de la Conférence générale de l'UNESCO, il a adopté à l'unanimité sans modifications le projet "d'un nouvel instrument normatif" sur la Préservation et l'accès au patrimoine documentaire, y compris sous forme numérique. Pour le projet qui a été adopté,

voir

<http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002339/233916e.pdf>; le communiqué de presse: http://www.unesco.org/new/en/media-services/single-view/news/unesco_general_conference_adopts_unanimously_a_new_normative_instrument_on_the_preservation_of_documentary_heritage/#_VmeLYN-ZMnE

Les Nations Unies. Lors d'une action inhabituelle, deux rapporteurs spéciaux de l'ONU et trois experts indépendants de l'ONU ont publié une déclaration soutenant un projet de loi en cours de discussion en Argentine, qui établirait une «commission de la vérité sur la complicité économique» pour «évaluer le rôle et la responsabilité des entrepreneurs lors des violations perpétrées au cours de la dictature de 1976-1983 ». Les fonctionnaires ont déclaré : « La création d'une telle Commission représente une excellente occasion d'établir la vérité et de promouvoir la responsabilisation des violations passées commises avec la complicité ou la participation active du secteur des affaires ». En septembre, des spécialistes du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et du Centre d'études juridiques et sociales à Buenos Aires ont publié *Les complices économiques de la dictature argentine: dettes en souffrance*, un ouvrage d'études de cas sur le rôle joué par des acteurs tels que Ford, Mercedes Benz, la presse, et les banques étrangères pendant la dictature.

<http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16733&LangID=E>

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. Le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme et la Mission de soutien des Nations Unies en Libye (MANUL) ont publié un rapport conjoint sur les "graves abus et violations du droit international" qui ont eu lieu en Libye entre le 1er janvier et le 31 octobre 2015. MANUL a obtenu les informations à partir d'entretiens avec différentes personnes ; de plus "lorsque cela était possible et pertinent, MANUL a examiné les dossiers médicaux, les plaintes juridiques, les documents judiciaires, les preuves photographiques et audiovisuelles, ainsi que d'autres informations."

http://www.ohchr.org/Documents/Countries/LY/UNSMIL_OHCHRJointly_report_Libya_16.11.15.pdf

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Le Haut-Commissaire a publié un rapport estimant que 70'000 enfants apatrides naissent chaque année: un toutes les dix minutes. Le rapport "met en évidence comment ne pas être reconnu comme un ressortissant d'un pays peut créer des obstacles insurmontables à l'éducation et aux soins de santé adéquats et étouffer les perspectives d'emploi". Il souligne la nécessité cruciale des enregistrements des naissances: "Le manque d'enregistrement des naissances crée un risque particulièrement élevé d'apatridie pour des groupes spécifiques, tels que les réfugiés et les migrants, ainsi que les populations nomades et des frontières. L'enregistrement des naissances est donc d'une importance vitale, par exemple, les enfants de réfugiés syriens nés dans les pays d'asile, dont beaucoup ont été séparés de leurs parents ou de leurs familles; il aiderait à prévenir l'apatridie parmi ces enfants, il permettrait qu'ils soient reconnus comme des ressortissants syriens et leur permettrait de retourner en Syrie lorsque les conditions le permettront". <http://www.unhcr.org/ibelong/i-belong-i-am-here/>

Banque mondiale. La Banque mondiale a publié une étude sur l'urbanisation et les droits de propriété, ce qui démontre leur "dynamique commune" et que la réduction du coût de la "formalisation foncière" (c'est-à-dire les titres fonciers) améliore le bien-être de la population. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2015/11/25260752/urbanization-property-rights>

Monde/Nouvelles générales.

Big Data. Un spécialiste de la technologie à la Fondation Ford a indiqué que, contrairement à l'idée populaire que les *Big data* aideraient "les entreprises, les gouvernements et les organisations à prendre des décisions meilleures et plus efficaces", l'application et "l'utilisation des *Big data* n'est ni impartiale ni objective" ; cela "peut effectivement perpétuer et exacerber les systèmes existants de racisme, la discrimination et l'inégalité". <http://www.fordfoundation.org/ideas/equals-change-blog/posts/can-computers-be-racist-big-data-inequality-and-discrimination/>

Archives d'entreprises. Suite à des rapports de groupes des droits humains et des médias au sujet de la de violations des droits humains généralisées de la main-d'œuvre dans l'industrie des fruits de mer en Thaïlande, Nestlé, une société géante suisse de l'agroalimentaire, a annoncé un plan d'action pour faire en sorte que les fruits de mer qu'elle obtient ne proviennent pas de travailleurs souffrant de tels abus. Le plan repose largement sur les archives; non seulement il demande des contrats écrits pour les travailleurs sur les bateaux de pêche, mais il déclare aussi que Nestlé va mettre en place un système "d'amélioration de la traçabilité des ingrédients à base de fruits de mer utilisés par Nestlé, des navires de pêche aux sites de fabrication. Ce système commencera par la mise en œuvre d'un système d'identification des navires de pêche. Les contrats commerciaux comprendront un but de traçabilité ainsi que la mise en œuvre d'un système de surveillance et d'assainissement des droits humains et des normes du travail. Cela aidera à l'identification de toutes les origines potentielles (fermes, moulins, et à la source des navires de pêche) des ingrédients à base de fruits de mer utilisés par Nestlé. Une fois identifiés, les sources de ces fournisseurs seront ensuite évaluées en permanence et soutenues pour veiller à ce qu'ils répondent à nos normes d'Achats responsables (Responsible Sourcing Guideline)". <http://www.nestle.com/csv/rural-development-responsible-sourcing/responsible-sourcing/fish-seafood>

Le procureur général de New York a commencé à enquêter sur Exxon Mobil pour voir si cette industrie "a menti au public sur les risques du changement climatique", a rapporté le *New York Times*. L'enquête a débuté avec une citation à comparaître avec "des archives financières complètes, e-mails et autres documents." Pour voir le contexte, *Nouvelles HRWG 2015-10*. <http://www.nytimes.com/images/2015/11/06/nytfpage/scan.pdf>

La surveillance électronique. *Der Spiegel* a rapporté que l'agence de renseignement allemande BND a "systématiquement espionné" les "alliés", y compris les ambassades des Etats membres de l'Union européenne, les bureaux du gouvernement américain, le Comité international de la Croix-Rouge, Care International et Oxfam. D'après le rapport, on ne sait pas combien cela impliquait de violation de la vie privée. <http://www.spiegel.de/international/germany/german-bnd-intelligence-spied-on-friends-and-vatican-a-1061588.html>

Droits fonciers. Une coalition de groupes de défense des droits autochtones et des droits de l'homme, et des chercheurs, ont développé un outil de cartographie pour démontrer les revendications de droits fonciers par des groupes autochtones qui "ont souvent été exploités en

raison du manque de cartes et de données", a rapporté la *Fondation Thomson Reuters*. Le World Resources Institute, l'une des organisations participantes, a déclaré que la carte Landmark va démontrer l'existence des peuples et communautés autochtones aux "personnes qui prennent des décisions sur le changement climatique, le développement économique, la lutte contre la pauvreté, et la conservation des ressources nationales."

http://www.trust.org/item/20151110185408-ccmon/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+11+Nov+2015&utm_content=Weekly+Digest+11+N

Les mines terrestres. La *Fondation Thomson Reuters* a également fait état d'une étude menée par la Campagne internationale pour interdire les mines qui a montré que "l'année écoulée a vu un recul inquiétant des mesures en termes de nouvelle utilisation et de victimes de mines terrestres". Des groupes rebelles ont utilisé des mines dans 10 pays, le plus grand nombre depuis 2006. Trois Etats (Myanmar, la Syrie et la Corée du Nord) ont également utilisés des mines. http://www.trust.org/item/20151126090219-tyvwf/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+digest+December+2+2015&utm_content=Weekly+digest+December+2+2015+CID_5a6573d5b51e6346b532ba9abb7ba2ef&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Global%20landmine%20casualties%20increase%20Afghanistan%20largely%20to%20blame-study

Confidentialité. Une étude menée par des chercheurs de trois universités a montré que "près des trois quarts des applications Android et près de la moitié des applications iOS partagent de manière inappropriée l'information des utilisateurs de smartphones", a rapporté

securityintelligence.com. <https://securityintelligence.com/news/university-researchers-show-how-widely-mobile-apps-share-users-personal-information/>; pour l'étude, voir <http://jots.pub/a/2015103001/>

Google a supprimé "des liens vers plus de 500'000 sites Web des versions européennes de ses moteurs de recherche" depuis la décision du « Droit à l'oubli » de la Cour Européenne en 2014, a rapporté *siliconbeat.com*. <http://www.siliconbeat.com/2015/11/24/98677/>

Frappes de drones américains. Une action en justice basée sur le *Freedom of Information Act* par le New York Times et l'American Civil Liberties Union a demandé l'accessibilité à environ 10 documents concernant "des opérations ciblées d'assassinat contre des citoyens à l'étranger." Toutefois, une cour d'appel fédérale a statué "que le ministère de la Justice pourrait continuer à dissimuler des documents internes liés à des assassinats ciblés dans le *New York Times*". http://www.nytimes.com/2015/11/24/us/politics/appeals-court-rules-targeted-killing-memos-can-stay-secret.html?_r=0

Refuge (*Safe Haven*). L'Association des directeurs de musées d'art représentant plus de 240 "musées d'art majeurs aux États-Unis, Canada et Mexique," a publié "Les Protocoles de refuges sûrs pour les œuvres d'importance culturelle de pays en crise". La section "VIII Records" déclare que "toutes les œuvres données devraient être traitées comme un prêt, inventoriées dès réception, documentées sur le plan digital, et, si possible et pratique, accompagné d'un rapport sur les conditions de l'œuvre et tous les besoins immédiats de conservation identifiés. Une copie de l'inventaire, des images numériques, et si déjà préparé, le rapport de conservation et les explications sur les besoins de conservation devraient être communiqués dès que possible au déposant". La problématique de refuges sûrs pour les documents d'archives est une question importante pour la profession archivistique ; les éléments de ce protocole peuvent être utiles étant donné que la profession formule actuellement son propre ensemble de lignes directrices. <https://aamd.org/document/aamd-protocols-for-save-havens-for-works-of-cultural-significance-from-countries-in-crisis>

Swisspeace, une organisation non-gouvernementale Suisse, a tenu une conférence sur les archives à risque. En plus des participants qui se sont réunis, Swisspeace a rassemblé des

commentaires vidéo d'archivistes et de personnes concernées du monde entier sur le besoin de refuges sûrs et les risques que courent les archives. Pour les vidéos et le rapport de la conférence, à paraître, voir <http://archivesproject.swisspeace.ch/resources/conference-2015/>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Arménie / Turquie / Vatican. Le Vatican a publié sept volumes contenant "tous les documents sur le génocide arménien de la période des massacres hamidiens jusqu'à l'année post-génocide du système kémaliste conservés dans les archives fermées du Vatican", a rapporté un communiqué de presse du Ministère des Affaires étrangères de l'Arménie.
<http://asbarez.com/142152/documents-on-armenian-genocide-from-vatican-archive-published-in-7-volume-set/>

Australie / Indonésie / Timor-Leste. L'Indonésie a occupé le Timor-Leste de 1975 à 1999. *ABC News* a indiqué qu'un chercheur aux Archives nationales de l'Australie a trouvé un document manuscrit datant d'août 1975, donné à l'ambassade d'Australie à Jakarta, Indonésie, par une personne travaillant pour un "groupe de réflexion Indonésien". Intitulé "Mesures pour empêcher les agitateurs communistes de s'échapper", le document énumère 19 membres éminents du parti politique l'indépendance au Timor oriental; le chercheur et un ancien consul australien au Timor caractérisent ce document comme une "liste de mort".
<http://www.abc.net.au/radionational/programs/breakfast/australian-received-east-timor-hit-list/6979268>

France / Etats-Unis. En vertu d'un accord entre les Etats-Unis et la France, le département d'État des États-Unis devra gérer un fonds de 60 millions de dollars fournis par la France pour verser une indemnité de survivants de l'Holocauste aux conjoints et héritiers "pour les déportations de Juifs et d'autres prisonniers dans les camps de la mort nazis à bord de trains français", a rapporté, entre autres, *CBS News*. Les candidats doivent fournir "toutes les informations disponibles d'identification et de documentation concernant l'expulsion de la personne concernée de la France pendant la Seconde Guerre mondiale, y compris, si possible, la date, le convoi, et le lieu de départ et d'arrivée de cette expulsion", déclare la page web sur le programme du Département d'Etat, ajoutant: "Les informations sur les individus qui ont été déportés de France pendant la Shoah sont disponibles dans les archives du Mémorial de la Shoah, à <http://www.memorialdelashoah.fr/index.php/en/>. Cependant, les informations sur ces personnes ne sont pas disponibles dans les archives de la Société Nationale des Chemins de fer Français (SNCF)". <http://www.cbsnews.com/news/french-to-pay-60m-in-reparations-to-holocaust-survivors-in-u-s-and-beyond/>;
<http://www.state.gov/p/eur/rt/hlctst/deportationclaims/index.htm>

Kosovo / Serbie. L'Institut de recherche du Kosovo pour les crimes de guerre a publié quatre livres sur la guerre de 1998-1999 au Kosovo, dont un sur "Les défis de la Recherche sur les crimes de guerre au Kosovo 1998-1999". Un membre de l'Institut a déclaré que les "meurtres et expulsions en temps de guerre devaient être documentés afin de prouver le génocide", a rapporté *BIRN*. Le Ministre de la Justice du Kosovo a déclaré que la documentation dans les livres aidera le Kosovo à tenter une action contre la Serbie pour les crimes commis pendant la guerre. http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-institute-publish-books-on-serbian-war-crimes-11-04-2015?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=39cac74cae-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-39cac74cae-311109073

États-Unis / Vietnam. Entre 1981 et 1990, cinq journalistes vietnamiens-américains ont été tués aux États-Unis ; ils travaillaient tous pour des petites publications desservant la communauté des réfugiés vietnamiens. Aucune arrestation n'a été faite. *ProPublica* et *Frontline* ont rouvert l'enquête sur les meurtres, en utilisant "des milliers de pages de documents du FBI récemment déclassifiés, ainsi que des télégrammes de la CIA et des dossiers d'immigration". Les journalistes ont conclu qu'un groupe basé aux États-Unis, appelé le Front uni national pour la libération du Vietnam, "un groupe de premier plan dirigé par d'anciens commandants militaires du Sud-Vietnam", a exploité "une unité secrète d'assassinat aux États-Unis". Le Front a essayé "de redémarrer la guerre du Vietnam, en lançant même trois invasions avortées des frontières de la Thaïlande et du Laos", en violation de la loi américaine sur la neutralité" qui empêche les résidents et les citoyens de ce pays de faire des efforts pour renverser un gouvernement étranger".

<https://www.propublica.org/series/terror-in-little-saigon> ; <http://www.propublica.org/article/how-we-reported-murder-of-vietnamese-journalists>

Nouvelles nationales.

Algérie. L'ancien chef du contre-terrorisme de l'Algérie, qui était responsable de "mener une guerre contre divers groupes qui ont duré plus de 20 ans" a été condamné à cinq ans de prison "pour avoir prétendument enfreint les ordres et détruit des documents," a rapporté *Jurist*.

<http://jurist.org/paperchase/2015/11/algeria-sentences-former-counter-terrorism-chief.php>

Australie. En juillet, le gouvernement du Queensland a créé une commission d'enquête sur la fermeture de l'Adolescent Centre Barrett à Brisbane par l'administration de l'Etat antérieur en janvier 2014 et les décès ultérieurs de trois adolescents «à risque élevé». La Commission a demandé à tous les ministères du gouvernement de fournir les documents pertinents. Selon *ABC News*, le Département d'Etat de l'éducation et de la santé a déclaré à la Commission que "beaucoup des millions de courriels de la Santé doivent être restaurés en format lisible moderne et jusqu'à ce que cela arrive, les courriels ne peuvent pas être recherchés". Le ministère a averti que le coût de la restauration "est susceptible de se monter à des millions de dollars", et le Premier ministre d'Etat a déclaré: «Le développement du systèmes d'archivage n'a pas suivi le rythme des courriel comme moyen privilégié de communication".

<http://www.abc.net.au/news/2015-11-19/emails-'hard-to-recover'-for-inquiry-into-barrett-centre-closure/6956420>

Bahreïn. Human Rights Watch (*HRW*) a publié un rapport sur la torture et les mauvais traitements des personnes détenues à Bahreïn. Il a fondé son rapport sur des entretiens avec quatorze personnes, mais le plus important est qu'il a comparé ce qu'il a appris avec "des méthodes de torture similaires" déjà documentée en 2010 et que la Commission indépendante d'enquête de Bahreïn avait aussi documentée en 2011, montrant encore une fois l'importance de la conservation des archives dans les organisations des droits de l'homme. *HRW* note que "peu d'information est disponible" des trois organes établis en 2012 pour réformer les pratiques de détention (le Bureau de l'Ombudsman au ministère de l'Intérieur, une Unité des enquêtes spéciales du Bureau du Procureur général, et la Commission des droits des prisonniers et des détenus).

<http://www.eurasiareview.com/23112015-bahrain-detainees-tortured-abused-says-hrw/>; pour le rapport, voir <https://www.hrw.org/node/283352>

Bangladesh. Le Bangladesh Legal Aid and Services Trust a tenu une réunion pour discuter du "principal obstacle à la prévention de l'application de la torture et des décès en détention, Loi

de 2013," a rapporté *New Age*. Un participant a noté que "la police n'entre pas les noms de quelques-unes des personnes détenues dans les registres du poste de police", avec pour résultat que ces "gens restent anonymes bien qu'ils soient en garde à vue." <http://newagebd.net/173478/custodial-deaths-torture-political-interference-blamed/>

Brésil. Le journal brésilien *Folha* a constaté que des fusillades par la police militaire ont été "reclassées sans préavis en avril" comme "décès causés par l'intervention de la police", ce qui a permis au gouverneur de l'Etat de Sao Paulo de prétendre que le taux d'homicide avait baissé plus rapidement qu'en réalité. "Le changement a permis à 102 décès d'être retirés des statistiques en seulement six mois", incluant les attaques de représailles "qui ont laissé jusqu'à 23 morts". Les attaques de représailles ont "souvent" impliqué "des policiers hors service, des vigiles et des trafiquants de drogue" qui "vérifient fréquemment les noms des victimes ou demandent si elles ont un casier judiciaire avant de tirer".
<https://www.occrp.org/en/daily/4593-brazil-murders-by-military-police-disappear-from-official-statistics>

La boue d'un barrage qui a éclaté en novembre vers une mine de minerai de fer, tuant 12 personnes et polluant une rivière importante", contenait des niveaux élevés de métaux lourds toxiques et autres produits chimiques toxiques", a déclaré le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies. Cela contredit les revendications par l'exploitant de la mine, Samarco (détenue conjointement par la compagnie anglo-australien BHP Billiton et Vale du Brésil) que la boue libérée "ne présentait pas de danger pour la santé humaine et ne contenait pas de contaminants de l'eau". Le Haut-Commissaire a déclaré que sa déclaration était basée sur de «nouvelles preuves», mais *The Guardian* a déclaré que l'agence onusienne "n'a pas identifié les études qui ont été à la base de la preuve ou dit qui les a menées."
<http://www.theguardian.com/business/2015/nov/26/mud-from-brazil-dam-disaster-is-toxic-un-says-despite-mine-operator-denials>

Canada. Le Centre national de vérité et de réconciliation s'est ouvert à l'Université du Manitoba à Winnipeg. Il représente le foyer permanent pour toutes les déclarations et autres documents de la Commission de vérité et réconciliation du Canada. <http://umanitoba.ca/nctr/>

Chine. La Chine envisage d'entrer quelque 13 millions de "personnes non enregistrées" dans le système d'enregistrement des ménages "hukou", a rapporté *RFA*. "Le ministère de la Sécurité publique à Pékin déclare que le un pour cent de la population chinoise qui a été exclue des dossiers officiels manque également d'accès aux services sociaux fondamentaux, y compris l'éducation et la santé."
http://www.eurasiareview.com/29112015-plan-to-register-13-million-unofficial-chinese-sparks-doubts/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Egypte. "Plus de 2'000 femmes égyptiennes ont été détenues depuis le coup d'Etat militaire de 2013 contre le président Mohamed Morsi, a déclaré la Coalition révolutionnaire pour les femmes de l'Egypte cette semaine", a rapporté *The Daily Sabah*. La Coalition a déclaré: "elle a documenté 20 cas de viols contre les prisonnières politiques dans les prisons égyptiennes."
http://www.dailysabah.com/mideast/2015/11/25/ngo-documents-20-cases-of-rape-against-female-political-prisoners-in-egypt?mkt_tok=3rkmmjwwff9wsronvaaje+/hmjteu5z17u0kukcg38431ufwdcjkpmjr1yijscjgi+sldweygilv6sgfslhmma12z7glxxi=

Guatemala. La plate-forme internationale contre l'impunité en Amérique centrale et Mines Alerte Canada ont commandé une enquête sur la concession minière Escobal appartenant à Tahoe Resources, une société minière canadienne aux États-Unis, et la résistance du public à ses activités minières. En utilisant une variété de sources, incluant les dossiers des tribunaux

canadiens et le site de Ressources Tahoe, le rapport fournit des détails sur la "stratégie de sécurité quasi-militaire" adoptée par Tahoe Resources et la "militarisation de la vie de la communauté." http://www.miningwatch.ca/sites/www.miningwatch.ca/files/solano-under_seige_report_2015-11-10.pdf

Hongrie. Lors de la rénovation d'un appartement à Budapest, environ "6'300 formulaires d'inscription utilisés pour enregistrer la population juive de Budapest en 1944" ont été trouvés dans une cavité derrière un mur, a rapporté l'*AFP*. "Les cartes d'inscription ont été envoyées à tous les propriétaires, et ont dû être complétées dans les 24 heures. Les informations sur les formulaires incluent les noms des propriétaires, les locataires, le montant des loyers, ainsi que le nombre de chrétiens et de juifs".

<http://www.timesofisrael.com/thousands-of-holocaust-papers-found-in-budapest-apartment/>

Irak. À fin octobre, l'Irak a adopté une loi sur les cartes d'identité nationale. Son article 26 dit, tel que rapporté par *Al-Monitor*, "qu'un non-musulman peut changer sa religion conformément à la loi. Un mineur est enregistré comme musulman suite à la conversion de l'un des parents à l'Islam". Un représentant de la minorité Yazidi a déclaré à *Al-Monitor* que la disposition sur la conversion de l'enfant "est une reproduction d'une loi adoptée sous Saddam Hussein". La loi ne fournit aucune option pour un musulman de changer de religion. Les minorités religieuses et les organisations de la société civile ont organisé plusieurs manifestations et des rassemblements de protestation contre la loi dans diverses régions de l'Irak au début novembre. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/11/iraq-law-id-discrimination-minorities.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=0fb32507ac-November_20_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-0fb32507ac-93088897

Kenya. La sécheresse récurrente est un problème au Kenya, poussant les agriculteurs à creuser des puits de plus en plus profonds pour obtenir de l'eau. Selon la *Fondation Thomson Reuters*, "Un problème clé est le manque de données. Selon l'Association industrie de l'eau du Kenya, aucune des agences de régulation de l'eau du pays, y compris l'Autorité de gestion des ressources en eau, ne dispose de données fiables qui permettent de déterminer la distribution, la quantité et la qualité des eaux souterraines disponibles. "L'UNESCO et le Kenya travaillent sur un Programme de cartographie des eaux souterraines quadriennal pour construire "une base de données complète de la richesse des eaux souterraines de la nation". Le directeur de l'UNESCO en Afrique de l'Est a déclaré que le projet servira à la fois pour aider à gérer les eaux souterraines et aider le personnel du Kenya "à apprendre à utiliser les technologies modernes comme le GPS et systèmes d'information géographique, recueillir et conserver des données fiables". http://www.trust.org/item/20151030082053-5dgtm/?source=jtOtherNews2&utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+04+Nov+2015&utm_content=Weekly+Digest+04+Nov+2015+CID_6f31f33f9b52f36c8b4a6ac81b028286&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=To%20arm%20against%20drought%20Kenya%20maps%20its%20water%20resources

Liban. durant la guerre civile libanaise qui a duré 15 ans (1975-1990), environ 17'000 personnes ont disparu. Le Comité international de la Croix-Rouge espère commencer un programme de tests ADN, a rapporté *Al-Monitor*, en collectant des échantillons des membres de la famille qui seront stockés dans "un laboratoire que l'ISF [Forces de sécurité intérieure du Liban] fournira", pour être jumelés à l'ADN de "restes squelettiques trouvés dans charniers à travers le pays". Toutefois, la loi qui "commissionne officiellement l'enquête de l'ADN" n'a pas été adoptée et le projet "est toujours en attente de l'approbation ministérielle pour conserver les échantillons à l'ISF, dont le laboratoire criminel servira plus tard à créer une base de données pour identifier les disparus".

<http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/11/lebanon-missing-civil-war-icrc-dna-program.html#ixzz3rgDG66aC>

Des manifestations ont eu lieu dans le centre de Beyrouth début novembre "exigeant que le droit libanais soit modifié pour permettre aux femmes mariées à des étrangers de transmettre leur nationalité à leurs enfants", a rapporté *Middle East Monitor*. "Les participants ont tenu des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "la nationalité n'est pas des papiers d'identité" et "la mère est l'origine."

https://www.middleeastmonitor.com/news/middle-east/22104-lebanese-women-demand-right-to-grant-citizenship-to-their-children?mkt_tok=3RkMMJWWfF9wsRonva7Jc%2B%2FhmjTEU5z17u0kUKCg38431UFwdcjKPmjr1YIJT8NmI%2BSLDwEYGJlv6SgFSLHMMa12z7gLXxI%3D

Pérou. Le gouvernement a annoncé qu'il va "créer un registre national pour les victimes de stérilisation forcée dans les années 1990", a rapporté *International Business Times*. Le registre, a déclaré le gouvernement, "est destiné à fournir un cadre juridique pour mettre en œuvre des services tels que l'assistance juridique, psychologique et la santé holistique pour les victimes." Pour voir le contexte, *Nouvelles HRWG 2015-05 et 06*.

<http://www.ibtimes.com/peru-victims-forced-sterilization-registry-not-political-calculation-against-2176008>

Arabie Saoudite. En octobre, le Conseil saoudien de la Choura a voté pour modifier la loi sur le service civil pour améliorer le droits des femmes. Un changement clé est que chaque citoyen femme aura une carte d'identité et "l'information du mari, de la femme et des membres de leur famille doit être enregistré au bureau du Département de l'état civil du Ministère de l'intérieur afin d'assurer que les droits de la femme ne soient pas perdus si le mari épouse une autre femme", a rapporté la *Saudi Gazette*. Les femmes doivent demander une carte d'identité "dans les 60 jours du mariage" et fournir "des preuves documentaires de la relation matrimoniale". Les femmes auront également le droit de signaler les naissances et les décès.

http://saudigazette.com.sa/saudi-arabia/finally-saudi-women-have-their-own-id-cards/?mkt_tok=3RkMMJWWfF9wsRonvqTBe%2B%2FhmjTEU5z17u0kUKCg38431UFwdcjKPmjr1YIJTMNrI%2BSLDwEYGJlv6SgFSLHMMa12z7gLXxI%3D

Afrique du Sud. Le 27 octobre, 44e anniversaire de la mort d'Ahmed Timol en détention dans un poste de police, "un ensemble partiel de documents d'enquête judiciaire tenus par l'un des représentants légaux de la famille Timol" a été rendu public, a rapporté *COV News*. Timol était un militant anti-apartheid bien connu. Les documents ont été remis à la Fondation Ahmed Kathrada; un neveu a déclaré qu'il travaille en collaboration avec la Fondation pour les droits de l'homme afin "d'explorer la possibilité de rouvrir l'enquête".

<http://www.vocfm.co.za/timol-inquest-papers-made-public/>

L'Espagne. L'héritage des années Franco continue à remuer la politique espagnole, même 40 ans après la mort de Franco. La ville de Valence possède une commission de l'histoire, qui est «susceptible de recommander de changer de 30 à 60 noms de rues» qui sont liées au régime de Franco, a rapporté le *New York Times*. La tenue soignée des dossiers sur les changements de noms de rue est critique, car ces noms sont souvent nécessaires pour identifier les emplacements de la propriété et des biens, en particulier après une période de guerre civile ou de répression.

http://www.nytimes.com/2015/11/20/world/europe/in-spain-civil-war-legacy-continues-to-divide-politics-and-streets.html?ref=europe&_r=1

Turquie. L'armée turque a modifié les règles des examens médicaux avant l'armée, mettant fin à certaines pratiques qui humiliaient les hommes homosexuels et ont attiré de sévères critiques. Les hommes gays "n'ont plus besoin de fournir une preuve visuelle de leur homosexualité"

pour éviter la conscription militaire, a rapporté *Al-Monitor*. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/11/turkey-military-gay-rights-homosexual-picture.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=5f63132eba-WR_November_21_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-5f63132eba-93088897

L'Izmir Bar Association's Women's Rights et le Legal Support Office ont déclaré à l'*Hurriyet Daily News* que "le nombre de femmes qui sont soumises à la violence et aux assassinats a augmenté, mais c'est aussi le cas pour la brutalité de la violence". Le Bureau croit qu'entre 5000 et 6000 féminicides (meurtre de femmes) ont eu lieu "ces dernières années", mais étant donné que "les organes de l'Etat ne peuvent ou ne veulent pas divulguer des documents exacts" les données sont obtenues grâce à "la surveillance des médias". Un journaliste a créé une "carte féminicide" interactive de la Turquie, et le président de la section d'Izmir We Will Stop Femicides Platform, un groupe de défense, a déclaré qu'il a "assisté à toutes les procédures judiciaires féminicides à travers la Turquie", un exemple de surveillance comme source de documentation lorsque les archives de l'Etat ne sont pas disponibles.

http://www.hurriyetaidailynews.com/violence-against-women-in-turkey-increases-both-in-number-and-brutality.aspx?pageID=238&nid=91880&mkt_tok=3RkMMJWWf9wsRonvajPe%2B%2FhmjTEU5z17u0kUKCg38431UFwdcjKPmjr1YIJS.cJgI%2BSDLwEYGJlv6SgFSLHMMa12z7gLXxI%3D

Emirats Arabes Unis. La Fondation Dubaï pour femmes et enfants a déclaré qu'elle possède des rapports de "plus de 1'500 cas de violence domestique contre les femmes", mais le gouvernement n'a "pas de chiffres officiels" sur de tels cas à Dubaï.

<http://gulffnews.com/news/uae/society/more-women-are-speaking-up-about-domestic-violence-1.1625716>

Royaume-Uni / Irlande du Nord. Le Service de police d'Irlande du Nord a déclaré qu'il "veut renoncer à la propriété des milliers de fichiers hérités de son « archive du meurtre » et les remettre à une nouvelle unité des enquêtes proposée en vertu de l'accord de Stormont House", a rapporté *l'Irish Times*. La police a déclaré que les archives contiennent "près de 12'000 boîtes relatives aux meurtres commis depuis 1968, dont plus de 3700 attribué aux Troubles."

<http://www.irishtimes.com/news/crime-and-law/psni-wants-to-hand-over-murder-files-if-ni-talks-reach-deal-1.2415900>

États Unis. Le ministère de la Justice a annoncé qu'il va partager les dossiers pénaux et civils fédéraux avec dix tribus amérindiennes dans un programme d'essai qui pourra être étendu à d'autres tribus. Appelé le Programme d'accès tribal à l'information nationale de la délinquance (TAP), il donne accès aux bases de données d'information sur la criminalité nationale et fournira un appui technique" aux tribus dans l'analyse de leurs besoins d'information de la criminalité nationale et aider à fournir des solutions appropriées, y compris un poste de travail informatique biométrique / biographiques de pointe avec des capacités à traiter les empreintes digitales et palmaires, prendre des photos signalétiques et soumettre des rapports aux bases de données nationales, ainsi que la capacité à accéder au système de l'information de justice pénale du FBI (CJIS) à des fins criminelles et civiles à travers le Département de la justice."

<http://www.nytimes.com/2015/11/06/us/politics/us-to-share-criminal-records-with-native-american-police.html>; for the press release, see <http://www.justice.gov/opa/pr/departement-justice-announces-10-tribes-participate-initial-phase-tribal-access-program>

ProPublica a publié un article sur le manque de compétence fédérale en matière de violations de la vie privée du patient par les sociétés offrant des tests de paternité à la maison ou des données recueillies par les centres de conditionnement physique ou des applications de santé.

http://www.propublica.org/article/privacy-not-included-federal-law-lags-behind-new-tech?utm_source=et&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter&utm_content=&utm_name=

États-Unis / Illinois. Un juge a ordonné la publication d'une vidéo "à partir d'un appareil photo du tableau de bord de la police montrant la fusillade mortelle d'un Noir de 17 ans par un agent de police blanc de Chicago dans une rue de Southwest Side il y a un an", a rapporté le *New York Times*. Selon *l'Associated Press*, "quelques heures après" que la ville de Chicago avait publié la vidéo, un extrait de 35 secondes avec le son est apparu en ligne, qui a été consulté au moins un demi-million de fois sur les médias sociaux. La vidéo a créé une condamnation publique et de l'indignation qui ont conduit à des manifestations de masse dans les rues de Chicago. Début décembre, des "experts, la police de la ville et une analyse de *l'Associated Press*" ont conclu que l'extrait de 35 secondes avait été trafiqué, mais par qui ou pourquoi n'a pas été déterminé. <http://www.nytimes.com/2015/11/20/us/laquan-mcdonald-chicago-police-shooting.html> ; <http://bigstory.ap.org/urn:publicid:ap.org:cd993ba1711843d38437dbd2aa6462e5>

États-Unis / New York. Au cours d'un procès qui prétend qu'un homme est mort à l'exposition aux fibres d'amiante au cours de son emploi auprès de JM Manufacturing, les plaignants ont appris qu'à deux occasions les documents de J-M ont été «perdus», une fois en 1990, lorsque le siège social de l'entreprise ont été déplacé de Californie à New Hersey et une fois en 1997, quand un employé a jeté 27 "boîtes d'archives" lors de la rénovation d'une installation. Le juge a statué que le demandeur a le droit d'instruire le jury dans ce cas que "les documents manquants auraient soutenu les prétentions du plaignant". Le tribunal a déclaré, selon le *National Law Review*, "que les documents perdus en 1990 ont été perdus à cause de 'négligence grave' et "que la perte de documents en 1997 est survenue en raison de la mauvaise foi de J-M, c'est-à-dire que même s'il avait une politique de conservation des documents, il a échoué à former les employés pour conserver des preuves pertinentes ". <http://www.natlawreview.com/article/new-york-city-asbestos-litigation-presiding-judge-rules-manufacturer-should-have>

États-Unis / Virginie-Occidentale. Donald Blankenship, l'ancien président de Massey Energy, dont l'une des mines de charbon a explosé, tuant 29 employés et exposant le faible niveau de sécurité de l'entreprise, a été reconnu coupable de complot en vue de violer les règlements de sécurité dans les mines, mais acquitté de fraude criminelle. Pour le contexte de cette affaire, qui présentait des enregistrements audio des conversations de Blankenship, voir *Nouvelles HRWG 2015-10*. <http://www.thenation.com/article/blankenship-convicted/>

Zambie. Un deuxième cambriolage a eu lieu dans le complexe de Lusaka Magistrates Court, avec "divers éléments" volés dans les bureaux et les «registres». Selon la *Zambia Reports*, le greffier du tribunal a déclaré "on soupçonne que les personnes impliquées ciblent certains documents de la Cour", mais tous les dossiers de la cour sont numérisés, avec une sauvegarde stockée "dans un endroit sûr." <http://zambiareports.com/2015/11/05/thieves-terrorise-lusaka-magistrate-courts-targeting-records/>

Annonces et publications.

L'Université de East London a "reçu une petite quantité de financement de démarrage" de l'Association internationale pour l'étude des migrations forcées afin d'établir un "groupe de travail pour l'archivage et la documentation de l'histoire de la migration forcée". Toute personne intéressée à participer doit regarder les pages initiales <http://iasfm.org/adfm/> ou écrire à Paul Dudman at p.v.dudman@uel.ac.uk

Les archives de l'établissement Casa Rui Barbosa, Rio de Janeiro, ont lancé un site Web "à propos de l'esclavage, l'abolition et la période post-abolition au Brésil". En plus de la partie du site pour les chercheurs, la conception inclut "un espace dédié à un public plus jeune où il est possible d'explorer des copies numériques de documents historiques, tout en jouant à des jeux de mémoire, des quiz, des jeux de mots et des défis de paléographie".

<http://www.memoriaescravidao.rb.gov.br/>

L'Institut Akevot pour la Recherche sur le conflit israélo-palestinien à Tel-Aviv, en Israël, a marqué son premier anniversaire en ajoutant le 20.000ème document numérisé à son Dépôt d'archives des documents sur le conflit, incluant, entre autres, les Archives de l'Etat d'Israël, les Archives des Forces de défense israéliennes et du Système de sécurité, les Archives de la Knesset, les Archives centrales sionistes. <http://www.akevot.org.il>

La National Security Archive (une organisation non gouvernementale des États-Unis) a publié des documents à partir d'un cahier d'information, qu'elle a dressé pour la conférence "Histoire orale critique" à La Haye en juin dernier lors du 20e anniversaire du génocide de Srebrenica. Le communiqué de presse déclare, "Les documents montrent que le génocide de Srebrenica a représenté une débâcle au maintien de la paix internationale et un tournant vers une intervention plus énergique, culminant dans les accords de Dayton qui ont mis fin aux guerres des Balkans, le 21 novembre 1995". L'US Holocaust Memorial Museum et l'Institut de La Haye pour la justice mondiale ont co-organisé la conférence avec le soutien de l'Archive, et publié la transcription de la conférence et le résumé du rapporteur pour marquer le 20e anniversaire de l'accord de Dayton. <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB535-Srebrenica-genocide-on-road-to-Dayton-accords/>